



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Cent quarante-septième session

Rome, 22 avril 2026

Procès-verbal de la cent quarante-septième session du Conseil d'administration

Cote du document: EB/147

Date: 2 juillet 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

Questions techniques:

Claudia ten Have

Secrétaire du FIDA

Bureau de la Secrétaire

courriel: c.tenhave@ifad.org

Deirdre Mc Grenra

Cheffe du Service de la gouvernance et des relations
avec les États membres

Bureau de la Secrétaire

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session	1
Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour	1
Point 3 de l'ordre du jour – Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A]	1
Point 4 de l'ordre du jour - Débat stratégique avec le Président du FIDA – La collaboration du FIDA avec le secteur privé: retours d'expérience et perspectives d'avenir [E]	1
Point 5 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles	2
a) Déclaration de l'Association du personnel du FIDA [I].....	2
Point 6 de l'ordre du jour – Questions opérationnelles.....	3
a) Programme d'options stratégiques pour le pays [E]	3
Point 7 de l'ordre du jour – Questions d'évaluation.....	3
b) Évaluation de la stratégie et du programme de pays [E].....	3
Point 7 de l'ordre du jour – Questions d'évaluation.....	4
a) Évaluation au niveau de l'institution de la performance institutionnelle et opérationnelle lors de FIDA11 et FIDA12 [E]	4
c) Informations actualisées sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA [I]	6
Point 8 de l'ordre du jour – Questions financières.....	6
a) Cadre pilote relatif aux garanties partielles de crédit [A]	6
Point 9 de l'ordre du jour – Questions de gouvernance	7
a) Procédure simplifiée d'approbation des mémorandums d'accord et autres accords analogues [A]	7
Clôture de la session	8

Annexes

- I. Points approuvés en bloc à la cent quarante-septième session du Conseil d'administration
- II. Liste des documents soumis à la cent quarante-septième session du Conseil d'administration
- III. Délégations à la cent quarante-septième session du Conseil d'administration
- IV. Programme de la cent quarante-septième session du Conseil d'administration

Procès-verbal de la cent quarante-septième session du Conseil d'administration

Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session

1. La cent quarante-septième session du Conseil d'administration a été ouverte par le Président du FIDA et président du Conseil d'administration, Alvaro Lario.
2. Le procès-verbal suit l'ordre des points à l'ordre du jour. Lorsqu'il y a lieu, les principaux résultats des délibérations sont présentés dans des encadrés. La liste des documents soumis au Conseil d'administration figure à l'annexe II.
3. Le discours d'ouverture du président du Conseil d'administration est intégralement disponible en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2026/147/INF.2/Rev.1](#).

Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour provisoire ([EB 2026/147/R.1/Rev.2](#)).

Point 3 de l'ordre du jour – Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé les points dont il était saisi dans le cadre de la procédure d'approbation en bloc (voir l'annexe I).

Point 4 de l'ordre du jour – Débat stratégique avec le Président du FIDA – La collaboration du FIDA avec le secteur privé: retours d'expérience et perspectives d'avenir [E]

Résultat des délibérations:

- Les représentants ont salué la tenue en temps opportun du débat consacré à la collaboration du FIDA avec le secteur privé, et se sont déclarés favorables aux principaux domaines prioritaires recensés en vue d'approfondir cette collaboration. Compte tenu de l'intérêt suscité par cette question, la direction a proposé d'organiser, vers la fin de 2026, un séminaire informel afin d'examiner plus en détail les thèmes abordés.

4. Les représentants ont accueilli avec intérêt le document de travail stratégique relatif à la collaboration du FIDA avec le secteur privé, tel qu'il figure dans le document [EB 2026/147/R.6](#). Un large consensus s'est dégagé sur le fait que cette collaboration – considérée comme un levier de transformation permettant d'accroître à la fois l'ampleur et l'impact – était une condition essentielle au développement durable, notamment au regard de la conjoncture mondiale et d'un contexte marqué par des difficultés de financement. Le Conseil d'administration a salué les trois domaines prioritaires présentés dans le document et encouragé le FIDA à adopter, dans le cadre de ses opérations non souveraines, une approche écosystémique pour élargir ses ambitions et rehausser progressivement son

appétence au risque. Le caractère décentralisé de l'institution a par ailleurs été considéré comme un atout propice à l'élargissement de la collaboration du FIDA avec le secteur privé.

5. Afin d'appuyer l'élargissement de la collaboration du FIDA avec le secteur privé, les membres ont encouragé la direction à développer les partenariats avec les banques multilatérales de développement (notamment la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la Banque asiatique de développement et la Banque africaine de développement), les institutions financières internationales, les organismes ayant leur siège à Rome et les institutions financières locales. Le Conseil d'administration a également mis en avant le rôle que pourraient jouer les plateformes dans la mise en commun des capitaux publics et privés et dans la réduction de la fragmentation.
6. Le Conseil d'administration a largement reconnu l'impact transformateur des investissements dans de petites et moyennes entreprises (PME) à l'effet catalyseur, compte tenu du rôle de celles-ci en tant qu'« agents du changement dans les écosystèmes ». Les représentants ont encouragé la direction à mettre l'accent sur le « chaînon manquant », les PME et les filières des zones rurales, et ont appelé à faire preuve de sélectivité pour garantir une appétence au risque adéquate et un positionnement cohérent avec l'avantage comparatif du FIDA.
7. La complémentarité entre les opérations souveraines et non souveraines a été jugée déterminante pour maximiser l'impact et la durabilité des interventions. L'évolution proposée vers des approches plus séquentielles et plus modulables permettrait de tirer parti de l'environnement favorable instauré par les opérations souveraines, les investissements non souverains venant s'appuyer sur les résultats obtenus dans le cadre des programmes souverains. Cette approche favoriserait des investissements publics et privés qui se renforcent mutuellement, coïncident avec les priorités nationales et visent à améliorer durablement les revenus, l'emploi et la résilience des communautés rurales. Les représentants ont demandé des précisions supplémentaires sur la manière dont cette approche serait concrètement appliquée aux opérations.
8. La direction a été encouragée à poursuivre la collecte et la communication de données sur les résultats et les effets de ses opérations souveraines et non souveraines. Les enseignements tirés jusqu'alors de la collaboration du FIDA avec le secteur privé, qu'ils soient positifs ou négatifs, devraient aussi être consignés et intégrés. Le Conseil d'administration a souhaité savoir comment la complémentarité, l'additionnalité et l'impact en matière de développement seraient mesurés. En outre, les représentants ont encouragé la direction à envisager d'établir une cible pour les ressources allouées aux opérations non souveraines, afin de faciliter leur transposition à plus grande échelle, de mieux les harmoniser avec les opérations souveraines et d'envoyer des signaux clairs aux potentiels partenaires du secteur privé. La direction est convenue d'organiser, vers la fin de l'année, un séminaire informel afin d'examiner plus en détail les questions soulevées.

Point 5 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles

a) Déclaration de l'Association du personnel du FIDA [I]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a pris note de la déclaration de l'Association du personnel du FIDA, qui figure dans le document [2026-04-17](#), et s'est félicité de ce témoignage du personnel.

9. Le président de l'Association du personnel du FIDA a présenté une déclaration annuelle au Conseil d'administration. Les représentants de la Suède, au nom de la

Liste A¹, et de l'Indonésie, au nom de la Liste B, ont remercié l'Association du personnel du FIDA pour sa déclaration et salué le travail et le dévouement du personnel. La direction a également remercié l'Association du personnel pour la nature constructive du dialogue et s'est félicitée de la détermination avec laquelle les membres du personnel du FIDA œuvraient à la réalisation du mandat du Fonds.

Point 6 de l'ordre du jour – Questions opérationnelles

a) Programme d'options stratégiques pour le pays [E]

i. Amérique latine et Caraïbes

a. Mexique

Point 7 de l'ordre du jour – Questions d'évaluation

b) Évaluation de la stratégie et du programme de pays [E]

i. Amérique latine et Caraïbes

a. Mexique

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le programme d'options stratégiques (COSOP) pour le Mexique (2026-2031), les observations du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) concernant le COSOP, et l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP), qui figurent respectivement dans les documents [EB 2026/OR/1](#) et son [additif](#), et [EB 2026/OR/2](#).

10. Le Conseil d'administration a examiné le COSOP pour le Mexique, ainsi que l'ESPP, dont les recommandations avaient éclairé la conception du COSOP, et a remercié les représentants du Gouvernement mexicain pour leurs interventions. Le COSOP présentait un cadre stratégique tourné vers l'avenir, en phase avec les priorités nationales et tenant compte des inégalités persistantes en milieu rural.
11. Dans l'ensemble, les membres ont accueilli favorablement les objectifs stratégiques, l'accent mis sur le renforcement des capacités productives, l'intégration aux marchés et les filières; l'importance accordée à l'innovation, à la transition numérique et à la collaboration avec le secteur privé en tant que moteurs de la transformation rurale; l'attention portée à la résilience climatique, à la gestion durable des ressources naturelles et à la biodiversité; et l'approche inclusive ciblant les femmes, les peuples autochtones et les communautés rurales vulnérables. La promotion de partenariats avec les institutions publiques, les banques de développement et les acteurs du secteur privé, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire, a été jugée essentielle pour maximiser l'impact, en particulier dans le contexte d'un pays à revenu intermédiaire. Le programme a en outre été salué pour sa capacité à produire des connaissances transférables et à contribuer aux efforts de développement à plus grande échelle.
12. Les représentants ont relevé des aspects qui, selon eux, pourraient être davantage développés pour gagner en efficacité et en clarté. Ils ont notamment appelé à consolider le cadre de résultats, en clarifiant les liens entre produits et effets, à améliorer les systèmes de collecte et de communication des données, notamment sur les indicateurs liés au climat, au genre et à l'inclusion, et à définir plus explicitement la manière dont les ambitions stratégiques se traduiraient sur le plan opérationnel. Les membres ont demandé des précisions supplémentaires sur la trajectoire de reclassement du pays, notamment concernant la nature de la relation future avec le FIDA et la contribution des activités du COSOP à cette transition. Des

¹ Les États-Unis d'Amérique ne se sont pas ralliés à la déclaration de la Liste A.

préoccupations ont été exprimées quant au réalisme et au poids de certains indicateurs au niveau national, au caractère adéquat et ambitieux des niveaux de cofinancement, ainsi qu'à la nécessité de lever davantage de ressources nationales et de renforcer la participation du secteur privé. Il a en outre été suggéré de simplifier les formulations employées, de renforcer la coordination, de traduire les enseignements tirés dans le cadre des mécanismes opérationnels concrets et des politiques publiques, d'améliorer l'adéquation entre les mécanismes de financement et les objectifs d'impact, et de présenter clairement les modalités selon lesquelles le FIDA jouerait concrètement son rôle catalyseur dans le cadre des opérations, compte tenu des restrictions budgétaires en vigueur.

13. La direction a salué les observations constructives formulées et le ferme soutien apporté, en soulignant que le COSOP était le fruit d'un apprentissage continu et reposait sur des analyses approfondies et des consultations préalables. Compte tenu du contexte opérationnel, notamment du principe de non-additionnalité, le programme mettait davantage l'accent sur les effets d'entraînement, les avancées sur le plan institutionnel et les résultats obtenus par effet de levier, tout en cherchant à mobiliser des ressources additionnelles au moyen de partenariats, de financements mixtes et de financements climatiques. La direction a également précisé que, si le cadre de résultats du COSOP était appliqué à un niveau stratégique, la mesure et le suivi détaillés des résultats seraient assurés au niveau des projets et lors des examens annuels, le recours accru aux technologies et aux partenariats permettant de consolider les systèmes de données. La direction a ajouté que le cadre et les indicateurs évolueraient progressivement, en particulier à l'occasion de l'examen à mi-parcours, et a réaffirmé sa détermination à affiner les approches au fil de la mise en œuvre.
14. Le Directeur d'IOE a souligné que le COSOP 2026-2031 pour le Mexique intégrait certains éléments clés des conclusions et recommandations de l'ESPP. Bien que le COSOP propose une vision stratégique globalement conforme aux priorités nationales, aux cadres institutionnels du FIDA et à l'évolution du contexte d'un pays en passe de s'affranchir des financements du FIDA, IOE a réaffirmé qu'une plus grande clarté opérationnelle était indispensable pour surmonter les obstacles institutionnels propres au Mexique. Mieux articuler la théorie du changement, affiner les stratégies de ciblage, renforcer les systèmes de suivi environnemental et clarifier les modalités en matière de mobilisation du secteur privé et d'inclusion financière améliorerait la cohérence stratégique du programme et démontrerait la faisabilité de la mise en œuvre, garantissant ainsi des résultats tangibles et durables.

Point 7 de l'ordre du jour – Questions d'évaluation

a. Évaluation au niveau de l'institution de la performance institutionnelle et opérationnelle lors de FIDA11 et FIDA12 [E]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné l'évaluation au niveau de l'institution de la performance institutionnelle et opérationnelle lors de FIDA11 et FIDA12 ainsi que la réponse de la direction, telles qu'elles figurent dans le document [EB 2026/147/R.7](#) et son [additif](#), et a pris note de la synthèse de l'examen du Comité de l'évaluation communiquée par le président du Comité.

15. Les membres ont salué la rigueur, la profondeur et le caractère opportun de l'évaluation, laquelle contribuerait à éclairer la mise en œuvre de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) et la Consultation sur FIDA14. Les recommandations adressées aux États membres et la réponse constructive

apportée par la direction ont également été bien accueillies. Les représentants ont relevé que l'évaluation réaffirmait la pertinence constante de l'orientation stratégique du FIDA dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire en milieu rural, tout en appelant à une hiérarchisation plus rigoureuse des priorités dans le cadre des délibérations sur la reconstitution des ressources, grâce à des engagements moins nombreux mais plus stratégiques, en phase avec des niveaux de ressources et des capacités institutionnelles réalistes. À cet égard, les membres ont souligné qu'il importait d'estimer plus précisément les coûts associés aux engagements, de mieux faire concorder les décisions prises au titre des reconstitutions avec les budgets et la mise en œuvre, et de continuer à progresser en matière de budgétisation axée sur les résultats et de budgétisation pluriannuelle afin de renforcer la reddition de comptes.

16. Le Conseil d'administration a souligné l'importance de renforcer le suivi-évaluation et d'obtenir des résultats mesurables, tout en poursuivant les progrès en matière de planification financière, de souplesse opérationnelle et d'optimisation du bilan. Les représentants ont appelé à simplifier encore la conception des projets, en renforçant l'appropriation par les pays et en appliquant concrètement les enseignements tirés. Plusieurs membres ont insisté sur la nécessité de mobiliser des sources de financement diversifiées, notamment grâce à une hausse des contributions des donateurs et à une participation accrue du secteur privé, tout en préservant des financements équilibrés et concessionnels au profit des États membres en développement. La durabilité, la résilience et l'alignement au niveau des pays ont également été soulignés comme essentiels pour obtenir un impact susceptible d'être transposé à plus grande échelle, en particulier dans un contexte de complexité opérationnelle croissante.
17. IOE a accueilli favorablement les observations positives formulées et relevé que les recommandations de l'évaluation avaient été simplifiées afin de revêtir un caractère plus stratégique. S'agissant des opérations non souveraines, IOE a fait remarquer que, si celles-ci donnaient déjà des résultats, il faudrait plus de temps avant d'obtenir des résultats tangibles à grande échelle. À cet égard, IOE envisageait de mener, dans les prochaines années, une évaluation au niveau de l'institution relative au secteur privé afin de pouvoir mesurer les effets obtenus. IOE s'employait à organiser d'autres occasions d'examiner plus avant les constatations issues de l'évaluation.
18. La direction a réaffirmé sa volonté d'obtenir un impact plus efficace et de manière plus avisée, soulignant les efforts entrepris pour mesurer plus rigoureusement l'impact grâce à l'amélioration des cadres de résultats, à la diversification des sources de données et à la collaboration avec des institutions comparables et IOE en vue d'adopter les meilleures pratiques - en particulier dans de nouveaux domaines tels que la collaboration avec le secteur privé. Tout en reconnaissant que les travaux liés au secteur privé avaient à peine commencé, la direction a souligné leur importance pour atteindre les communautés les plus pauvres et confirmé que les enseignements tirés des évaluations et des partenariats étaient activement intégrés pour gagner en efficacité.
19. La direction a également mis en avant les progrès réalisés dans le renforcement de l'orientation et de la cohérence stratégiques du FIDA d'un cycle de reconstitution à l'autre, grâce à une hiérarchisation plus nette des domaines relevant du mandat principal du Fonds et à une plus grande continuité par rapport aux cycles précédents. Les travaux en cours visant à mieux articuler planification, budgétisation et résultats, grâce à la budgétisation pluriannuelle et au renforcement de la gestion axée sur les résultats, avaient pour objectif de veiller à ce que les ressources correspondent aux capacités de mise en œuvre, dans un souci de durabilité et de reddition de compte.

c) Informations actualisées sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA [I]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a pris note des informations actualisées sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA, et a relevé que le rapport final lui serait présenté pour examen à sa cent quarante-huitième session prévue en septembre.

20. Le président du Comité de l'évaluation a fourni des informations actualisées sur l'examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA, indiquant que les travaux avançaient de manière satisfaisante. À l'issue de l'examen du Comité de l'évaluation prévu en juin, le rapport final serait soumis au Conseil d'administration à sa cent quarante-huitième session pour examen et étude des recommandations formulées. Compte tenu de la dernière série d'entretiens en cours, les membres ont été encouragés à transmettre dans les meilleurs délais toute contribution encore non communiquée afin de faciliter l'achèvement d'un rapport complet. Le procès-verbal de la cent trente-deuxième session du Comité de l'évaluation, tel qu'il figure dans le document [EB 2026/147/R.10](#), contenait d'autres précisions et pouvait être consulté sur la plateforme interactive réservée aux États membres.
21. Le président du Comité de l'évaluation, la direction et IOE s'étaient réunis pour tirer au clair plusieurs questions soulevées dans le cadre du rapport de l'examen par les pairs au sujet de l'articulation du contenu, du processus et de certains aspects procéduraux. Le président a estimé qu'il lui incombait, conjointement avec les membres du Comité de l'évaluation et des autres organes concernés, de préserver l'intégrité du processus de nomination du prochain Directeur ou de la prochaine Directrice d'IOE.

Point 8 de l'ordre du jour – Questions financières

a) Cadre pilote relatif aux garanties partielles de crédit [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé par consensus et sans objection le Cadre pilote relatif aux garanties partielles de crédit, tel qu'il figure dans le document [EB 2026/147/R.8](#). La direction tiendrait le Comité d'audit au courant de l'application du Cadre pilote et, d'ici à 2029, le Conseil d'administration serait informé des résultats obtenus et des enseignements tirés.

22. Le Conseil d'administration a pris note de l'examen effectué par le Comité d'audit à sa cent quatre-vingtième réunion, tel que présenté par le président du Comité d'audit. Les membres ont accueilli favorablement la mise en place du Cadre pilote relatif aux garanties partielles de crédit, qu'ils ont jugé utile pour compléter la palette d'instruments de financement du FIDA, et ont salué la direction pour le processus de consultation inclusif et itératif qui avait été mené. Les représentants ont dans l'ensemble soutenu l'initiative, relevant sa capacité à mobiliser des capitaux privés et à combler les manques de financement persistants dans les secteurs rural et agricole, en particulier dans les pays en développement. Le nombre limité de transactions envisagées, l'approche prudente retenue en matière de risque et l'intégration du dispositif dans les cadres de programmation existants ont été jugés raisonnables pour une phase pilote.
23. Plusieurs membres ont souligné l'importance d'accorder la priorité aux pays à faible revenu et aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, où les retombées sur le développement et les possibilités d'apprentissage devraient être les plus prometteuses. Tout en reconnaissant l'envergure limitée du Cadre pilote,

certaines membres ont encouragé la direction à rester ouverte à l'idée d'augmenter progressivement le nombre de transactions, en fonction de la demande. Les membres sont également convenus que les attentes devraient rester proportionnées à la portée et à la durée limitées du Cadre pilote.

24. Les représentants ont noté que l'examen du Cadre pilote prévu en 2029 ne fournirait probablement que des informations préliminaires, compte tenu de l'ampleur limitée de l'expérimentation et de l'échéance lointaine des transactions. Les premières évaluations devraient donc avant tout porter sur la demande, la tarification, les capacités d'exécution, l'état de préparation institutionnelle et la solidité des garanties, plutôt que sur l'impact en matière de développement. De l'avis général, le Cadre pilote était un exercice d'apprentissage destiné à tester les processus et à affiner l'instrument avant toute adoption à plus grande échelle, cette question devant être examinée plus avant au cours de la période couverte par FIDA14.
25. Parmi les considérations opérationnelles soulevées par les membres figurait la nécessité de mettre en place des systèmes solides de suivi et de mesure de l'impact, ainsi qu'une assistance technique ciblée en faveur des petits exploitants agricoles, des PME rurales et des groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes et les peuples autochtones. Les membres ont également relevé certains risques, notamment l'exposition au risque de change, et souligné l'importance de cadres institutionnels et stratégiques solides pour garantir des résultats durables.
26. Les membres ont demandé des précisions sur les critères qui détermineraient la réussite de l'expérimentation, les paramètres retenus pour évaluer l'efficacité et les critères de sélection des projets pilotes. Ils ont souligné l'importance d'assurer un suivi systématique des principaux paramètres – notamment l'effet de levier, le risque budgétaire et les résultats en matière de développement –, pour favoriser une prise de décision fondée sur des données probantes.
27. La direction a précisé que les garanties partielles de crédit avaient vocation à compléter les instruments existants, et non à s'y substituer, et qu'elles seraient appliquées dans le cadre des dispositifs de gouvernance et des cadres de projets déjà en place au FIDA, assurant ainsi la continuité des objectifs et des normes applicables à l'exécution. Les garanties partielles de crédit devaient permettre au FIDA de renforcer la mobilisation de ses ressources sans perdre de vue les populations cibles ni l'impact en matière de développement, et contribuer en outre au renforcement des partenariats. Le Cadre pilote serait fondé sur la demande, les premières transactions devant découler de manifestations d'intérêt formulées par les pays et les banques publiques de développement, lesquelles étaient considérées comme des partenaires essentiels tant pour acheminer les financements vers les institutions locales que pour contribuer à des plateformes de partage des connaissances qui faciliteraient l'apprentissage entre pairs. La direction a confirmé qu'un à trois projets pilotes suffiraient pour tester la viabilité opérationnelle, juridique et financière du cadre, même si ce nombre ne permettrait pas d'évaluer les retombées sur le développement à long terme.

Point 9 de l'ordre du jour – Questions de gouvernance

a. Procédure simplifiée d'approbation des mémorandums d'accord et autres accords analogues [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé par consensus et sans objection la procédure simplifiée d'approbation des mémorandums d'accord et autres accords analogues, telle qu'elle figure dans le document [EB 2026/147/R.9](#).

28. Les membres ont salué la proposition de procédure simplifiée d'approbation des mémorandums d'accord et autres accords analogues, ainsi que le processus de consultation suivi, notamment le séminaire informel qui avait permis aux représentants de contribuer à l'élaboration de la proposition. La procédure proposée était conforme à celle adoptée par le Conseil d'administration en 2019 pour l'approbation des projets et programmes², et contribuait à préserver la fonction de supervision du Conseil, à rationaliser les procédures et à renforcer l'efficacité.

Clôture de la session

29. Le président du Conseil d'administration a remercié le Conseil pour cette session fructueuse.
30. Le discours de clôture du président du Conseil d'administration est intégralement disponible en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2026/147/INF.3](#).

² [EB 2019/126/R.48/Rev.2](#).

Points approuvés en bloc à la cent quarante-septième session du Conseil d'administration

a) Questions opérationnelles [A]

i. Proposition de don au secteur privé présentée au Conseil d'administration pour examen

a. Proposition de don au titre du guichet dons au secteur privé en faveur de PEBCo-BETHESDA Plc pour une microfinance inclusive tendant à renforcer les moyens de subsistance et leur résilience

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2026/147/R.2](#) et approuvé la proposition de don en faveur de PEPCo-BETHESDA en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds, agissant par l'intermédiaire des ressources du Programme d'investissement en faveur de la résilience des moyens d'existence et de la bonne santé des sols dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, géré par le FIDA et financé par l'Union européenne, accordera un financement supplémentaire sous la forme d'un don d'un montant ne dépassant pas deux cent cinquante mille euros (250 000 EUR) à Promotion de l'épargne-crédit à base communautaire – BETHESDA, en vue de financer une assistance technique. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

b) Opérations non souveraines dans le secteur privé [A]

i. Acumen Climate Action Pakistan: promouvoir les petites et moyennes entreprises agricoles résilientes au climat

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2026/147/R.3](#) et son [additif](#), et a approuvé un investissement dans le capital social d'Acumen Climate Action Pakistan Coöperatief U.A. comme suit:

« Le Conseil d'administration est invité à approuver un investissement dans le capital social de la tranche prioritaire d'Acumen Climate Action Pakistan Coöperatief U.A., d'un montant maximal de cinq millions de dollars des États-Unis (5 000 000 USD), qui sera financé par les ressources du Fonds fiduciaire pour le secteur privé et régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

c) Questions financières [A]

i. États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2025

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2026/147/R.4](#) et, en application de l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA, il a approuvé les états financiers consolidés du FIDA, figurant aux appendices A à L du présent document et rendant compte de sa position financière au 31 décembre 2025 et du résultat de ses opérations pour l'exercice conclu à cette date, ainsi que le rapport du commissaire aux comptes y relatif, assortis de la déclaration sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière de l'auditeur externe. Les états financiers 2025 seront soumis au Conseil des gouverneurs pour information à sa cinquantième session, en février 2027. En application de l'article XIII du Règlement financier et compte tenu de la situation financière et des résultats à la fin de l'exercice 2025, le Conseil

d'administration a convenu qu'il n'était pas recommandé d'effectuer un transfert à la Réserve générale.

d) Questions de gouvernance [A]

i. Mémoire d'accord entre le FIDA et trois instituts français de recherche: CIRAD, INRAE et IRD

Conformément à la section 2 de l'article 8 de l'Accord portant création du FIDA, le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2026/147/R.5](#) et autorisé le Président du FIDA à conclure et à signer le mémoire d'accord entre le FIDA, le CIRAD, l'INRAE et l'IRD, selon les modalités décrites dans le document. Le mémoire d'accord signé sera présenté au Conseil d'administration pour information lors d'une prochaine session.

Liste des documents soumis à la cent quarante-septième session du Conseil d'administration

<i>Cote du document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre</i>
Points pour examen en séance		
EB 2026/147/R.1/Rev.2 + Add.1	2	Ordre du jour provisoire
EB 2026/147/R.2	3 a) i. a.	Proposition de don au titre du guichet dons au secteur privé en faveur de PEBCo-BETHESDA Plc pour une microfinance inclusive tendant à renforcer les moyens de subsistance et leur résilience
EB 2026/147/R.3 + Add.1	3 b) i.	Acumen Climate Action Pakistan: promouvoir les petites et moyennes entreprises agricoles résilientes au climat
EB 2026/147/R.4	3 c) i.	États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2025
EB 2026/147/R.5	3 d) i.	Mémoire d'accord entre le FIDA et trois instituts français de recherche: CIRAD, INRAE et IRD
EB 2026/147/R.6	4	Débat stratégique avec le Président du FIDA – La collaboration du FIDA avec le secteur privé: retours d'expérience et perspectives d'avenir
2026-04-17	5 a)	Déclaration de l'Association du personnel du FIDA
EB 2026/OR/1 + Add.1	6 a) i. a.	Mexique: Programmes d'options stratégiques pour le pays
EB 2026/147/R.7 + Add.1	7 a)	Évaluation au niveau de l'institution de la performance institutionnelle et opérationnelle lors de FIDA11 et FIDA12
EB 2026/OR/2	7 b) i. a.	Mexique: Évaluation de la stratégie et du programme de pays
EB 2026/147/R.8	8 a)	Cadre pilote relatif aux garanties partielles de crédit
EB 2026/147/R.9	9 a)	Procédure simplifiée d'approbation des mémoires d'accord et autres accords analogues
EB 2026/147/R.10	11 a)	Procès-verbal de la cent trente-deuxième session du Comité de l'évaluation
EB 2026/147/R.11	11 b)	Procès-verbal de la cent quatre-vingtième réunion du Comité d'audit
EB 2026/147/R.12	12	Rapport sur le lancement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2026/147/R.13	13	Rapport sur les questions opérationnelles examinées à la consultation du Conseil d'administration
EB 2026/147/R.14	14	Rapport sur la visite de pays 2025 du Conseil d'administration du FIDA en République du Pérou
EB 2026/147/R.15	15	Rapport annuel 2025 sur les activités du Bureau de l'audit et de la surveillance
EB 2026/147/R.16	16	Rapport annuel sur les activités du Bureau de la déontologie du FIDA en 2025
EB 2026/147/R.17	17	Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2025
EB 2026/147/R.18	18	Rapport d'information relatif à la durabilité pour 2025
EB 2026/147/R.19	19	Accord de coopération entre le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement et le FIDA
EB 2026/147/R.20	20	Avant-projet d'ordres du jour provisoires des cent quarante-huitième et cent quarante-neuvième sessions du Conseil d'administration
Notes d'information		
D'autres documents soumis pour information ont été mis en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres .		



Investing in rural people
Investir dans les populations rurales
Invertir en la población rural
الاستثمار في السكان الريفيين

قائمة الوفود في الدورة السابعة والأربعين
بعد المائة للمجلس التنفيذي

**Delegations at the 147th session
of the Executive Board**

**Délégations à la
cent quarante-septième session
du Conseil d'administration**

**Delegaciones presentes en el
147.º período de sesiones de la
Junta Ejecutiva**

Executive Board – 147th Session

Rome, 22 April 2026

MEMBERS / ALTERNATES**ALGERIA**

Nora Imane BELLOUT
Première Secrétaire
Représentante permanente suppléante
de la République algérienne
démocratique et populaire auprès
des organisations spécialisées
des Nations Unies à Rome
Rome

Représentant(e) au Conseil d'administration Ali TERRAK
Chef de l'Inspection Générale
des finances
Ministère des finances de
la République algérienne
démocratique et populaire
Alger

Djamila ACHOUR
Conseillère
Représentante permanente adjointe
de la République algérienne
démocratique et populaire auprès
des organisations spécialisées
des Nations Unies à Rome
Rome

ANGOLA

Josefa SACKO
Ambassadrice
Représentante permanente
de la République d'Angola
auprès du FIDA
Rome

Higino NDILIMONDJO
Deuxième secrétaire
Ambassade de la République
d'Angola
Rome

Gerson Mateus DOS SANTOS FRANCISCO
Troisième Secrétaire
Ambassade de la République
d'Angola
Rome

ARGENTINA

Carolina HERNÁNDEZ
Segunda Secretaria
Representante Permanente Alterno
de la República Argentina ante
la FAO, el FIDA y el PMA
Roma

AUSTRIA

Flora ENDL
Advisor
International Financial Institutions
Federal Ministry of Finance
of the Republic of Austria
Vienna

BELGIUM

Représentant(e) au Conseil d'administration Lieven DE LA MARCHE
Ambassadeur
Représentant permanent du
Royaume de Belgique auprès du FIDA
Rome

BRAZIL

Executive Board Representative Livia Batista MACIEL BRAGA
Coordinator for IFAD and AIIB Affairs
Ministry of Finance of the
Federative Republic of Brazil
Brasilia

Roman Leon Gieburowski NETO
Alternate Permanent Representative
of Brazil to FAO, IFAD and WFP
Rome

CAMEROON

Représentant(e) au Conseil d'administration Médi MOUNGUI
Deuxième Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République du Cameroun auprès
du FIDA
Rome

CANADA

Executive Board Representative

Elissa GOLBERG
Ambassador
Permanent Representative of Canada
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Nalan YUKSEL
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Canada to the Food and
Agriculture Agencies
of the United Nations in Rome
Rome

Alexandra RICARD-GUAY
Senior Program Officer
Permanent Mission of Canada
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

Alanna KARPA
Senior Analyst
Food Systems and Nutrition Division
Global Affairs Canada
Ottawa

CHINA

Executive Board Representative

SUI Li
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

JIANG Feijian
Second Secretary
Permanent Mission of the
People's Republic of China to
the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

GU Xinhang
Third Secretary
Permanent Mission of the
People's Republic of China to
the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

LIU Weihua
Deputy Director-General
Department of International Economic
and Financial Cooperation
Beijing

LI Hongna
Deputy Director
Department of International Economic
and Financial Cooperation
Ministry of Finance of the
People's Republic of China
Beijing

SONG Rui
Deputy Director
Division of Policy Research of the
Department
of International Economic and Financial
Cooperation
Beijing

DENMARK

Executive Board Representative

Lisbeth JESPERSEN
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of Denmark
to FAO, WFP and IFAD
Rome

Amalie Lund MICHAELSEN
Intern
The Royal Danish
Embassy
Rome

EGYPT

Sherif DAWOUD
Counsellor
Embassy of the Arab Republic
of Egypt
Rome

ERITREA

Executive Board Representative

Asmerom KIDANE
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the State of Eritrea to IFAD
Rome

FINLAND

Executive Board Representative

Pasi PÖYSÄRI
Minister Counsellor
Permanent Representative
of the Republic of Finland
to the United Nations Food
and Agriculture Agencies
in Rome
Rome

Aliisa KETONEN
Advisor
Embassy of the Republic
of Finland
Rome

FRANCE

Tanguy STEHELIN
Ambassadeur
Représentant permanent de la
France auprès des Nations Unies
à Rome
Rome

François GAUTIER
Conseiller
Représentant permanent adjoint de
la France auprès des Nations Unies
à Rome
Rome

Tanguy BERNON
Adjoint au chef du bureau « Financement
multilatéral du développement et du
climat » (MULTIFIN3)
Direction générale du Trésor
Ministère de l'économie, des finances et de
la souveraineté industrielle et numérique
de la République française
Paris

Léa KVATERNIK BORDERON
Chargée de mission politique (FIDA, genre,
francophonie, communication)
Représentation permanente de la
France auprès des Nations unies
à Rome
Rome

GERMANY

Executive Board Representative

Andreas VON BRANDT
Ambassador
Permanent Representative of
Germany to IFAD
Rome

Anja WAGNER
Counsellor
Alternate Permanent Representative of
the Federal Republic of Germany to the
International Organizations in Rome
Rome

Johanna KUHLES
Permanent Representation of the
Federal Republic of Germany
Rome

Annkatrin EIDAM
Senior Policy Officer
Federal Ministry of Economic Cooperation
and Development of the Federal Republic
of Germany
Berlin

INDIA

Executive Board Representative

Divyadharshini SHANMUGAM
Director (OMI)
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance of
the Republic of India
New Delhi

INDONESIA

Rosdiana MURTININGSIH
Minister Counsellor
Embassy of the Republic of Indonesia
to Italy
Rome

Edwinal RAHADIAN
Third Secretary
Embassy of the Republic of Indonesia
to Italy
Rome

ITALY

Executive Board Representative

Gian Paolo RUGGIERO
Director
International Financial Relations
Ministry of Economy and Finance
of the Italian Republic
Rome

Francesca LOMBARDO
Officer
Multilateral Development Banks and Funds
Ministry of Economy and Finance
of the Italian Republic
Rome

JAPAN

Executive Board Representative

SHINDO Mitsuaki
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Japan to the United Nations
Agencies for Food and Agriculture in Rome
Rome

NAKAGAWA Yuki
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of Japan to the United Nations Food
and Agriculture Agencies in Rome
Rome

KURODA Yuki
Assistant Director
Global Issues Cooperation Division
International Cooperation Bureau
Ministry of Foreign Affairs
of Japan
Tokyo

KUWAIT

Executive Board Representative

Khaled ALKHALED
Deputy Director of Operations
for International Organizations
Kuwait Fund for Arab
Economic Development
Kuwait City

MEXICO

Laura Elena CARRILLO CUBILLAS
Embajadora
Representante Permanente
ante la FAO y el FIDA
Roma

Lorena ALVARADO QUEZADA
Primera Secretaria
Representante Permanente Alternativa
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

Norma Salomé MUNGUÍA ALDARACA
Directora General
para Temas Globales
Secretaría de Relaciones Exteriores
Ciudad de México

Beatriz Eugenia NAVA DOMÍNGUEZ
Directora
para Agenda Gris y
Organismos del Sistema Roma
Secretaría de Relaciones Exteriores
Ciudad de México

Mario Alejandro MENDOZA CASTAÑEDA
Director General
Proyectos Especiales y
Fondos de Cooperación Internacional
para el Desarrollo
AMEXCID

NETHERLANDS (KINGDOM OF THE)

Jan BADE
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of the Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture in Rome
Rome

Carlijn ASHMEAD
Advisor (Policy Officer)
Ministry of Foreign Affairs of
the Kingdom of the Netherlands
The Hague

Annemarijn COZIJNSEN
Junior Professional Officer
Permanent Representation of
the Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

NIGERIA

Executive Board Representative

Yaya O. OLANIRAN
Minister
Permanent Representative of the
Federal Republic of Nigeria
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

NORWAY

Executive Board Representative

Kjersti SOMMERSET
Ambassador
Permanent Representative of the
Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Even STORMOEN
Senior Advisor
Section for Humanitarian Policy and
Long-term Development Initiatives
Norwegian Ministry of Foreign Affairs
Oslo

Ingrid HORDVEI DANA
Counsellor
Deputy Permanent Representative of
the Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Alexander SKINNARLAND
Intern
Permanent Mission of Norway to the
United Nations Organisations
in Rome
Rome

PAKISTAN

Khalid MEHBOOB
Adviser
Alternate Permanent Representative
of the Islamic Republic of Pakistan
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

PERU

Jennifer Lizetti CONTRERAS ALVAREZ
Agregada
Representante Permanente Alternativa
de la República del Perú ante los
Organismos Internacionales con
sede en Roma
Roma

QATAR

Saoud AL KUWARI
First Secretary
Alternate Permanent Representative
Embassy of the State of Qatar
Rome

REPUBLIC OF KOREA

Executive Board Representative

KIM Hogyun
First Secretary (Agricultural Attaché)
Alternate Permanent Representative of the
Republic of Korea to the United Nations
Food and Agriculture Agencies in Rome
Rome

Jungmin CHO
Manager
Korea FAO Association
Gyeonggi

BuGyeong CHOI
Adviser
Ministry of Agriculture, Food
and Rural Affairs (MAFRA)
Sejong-si

SAUDI ARABIA

Executive Board Representative

Raed Mohammed A. ALTHUKAIR
Ambassador
Permanent Representative of the
Kingdom of Saudi Arabia to IFAD
Rome

Amal bint Khaled AL SAEED
Attaché
Permanent Mission
of the Kingdom of Saudi Arabia
to FAO
Rome

Nawaf Ahmed AL SHEHRI
 Attaché
 Permanent Mission
 of the Kingdom of Saudi Arabia
 to FAO
 Rome

SPAIN

Miguel Ángel FERNÁNDEZ-PALACIOS
 MARTÍNEZ
 Embajador
 Representante Permanente de España
 ante los Organismos de las Naciones
 Unidas en Roma
 Roma

Representante en la Junta Ejecutiva

Teresa BARBA CORNEJO
 Primera Secretaria
 Representante Permanente Alterno
 de España ante los Organismos
 de las Naciones Unidas en Roma
 Roma

Lucía TRINCADO CASTÁN
 Colaboradora
 Embajada de España
 Roma

SWEDEN

Executive Board Representative

Susann NILSSON
 Counsellor
 Deputy Permanent Representative
 of Sweden to WFP and IFAD
 Rome

Julia THELIN
 Programme and Policy Officer
 Embassy of Sweden
 Rome

Elsa WIKSTRÖM
 Intern
 Embassy of Sweden
 Rome

SWITZERLAND

Représentant(e) au Conseil d'administration

Krisztina BENDE
 Ambassadeur
 Représentante permanente
 de la Confédération suisse auprès
 de la FAO
 Rome

Nicolas CATTANEO
Collaborateur diplomatique
Ambassade de la
Confédération suisse
Rome

Selina BAUMBERGER
Chargé(e) de programme
Département fédéral des Affaires étrangères
(DFAE)
Direction du développement et de la
coopération (DDC)
Berne

UNITED ARAB EMIRATES

Executive Board Representative

Yousuf Mohammed BINHAJAR
Deputy Director
International Financial Relations Department
Ministry of Finance of the
United Arab Emirates
Abu Dhabi

UNITED KINGDOM

Executive Board Representative

Clare KENDALL-BOHOSLAWEC
Alternate Permanent Representative
of the United Kingdom
to FAO and IFAD
Rome

Christopher PENROSE BUCKLEY
Deputy Head, Policy and Programmes
Food, Security, Agriculture, Land and Social
Protection Department
Foreign, Commonwealth and Development
Office (FCDO)
London

UNITED STATES

Executive Board Representative

James CATTO
Director
Office of International Development Policy
U.S. Department of Treasury
Washington, D.C.

Megan LEARY
International Economist
U.S. Department of Treasury
Washington, D.C.

Dionandrea SHORTS
Political-Economic Officer
Alternate Permanent Representative
of the U.S. Mission to the
UN Agencies in Rome
Rome

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)

Marilyn DI LUCA SANTAELLA
Embajadora
Representante Permanente de
la República Bolivariana de Venezuela
ante la FAO y las Organizaciones de
las Naciones Unidas en Roma
Roma

Estalina Aimara BAEZ RAMÍREZ
Primera Secretaria
Representante Permanente Alterna de
la República Bolivariana de Venezuela
ante la FAO y las Organizaciones de
las Naciones Unidas en Roma
Roma

OBSERVERS³**CONGO**

Bienvenu NTSOUANVA
Conseiller
Représentant permanent adjoint
de la République du Congo
auprès de la FAO, FIDA
et du PAM
Rome

CÔTE D'IVOIRE

N'Gala Martine COULIBALY
Représentante Permanente Suppléante
Ambassade de la République
de Côte d'Ivoire
Rome

Larissa HOUENENOU née SOUKOU
Premier secrétaire
Représentante permanente suppléante
de la République de Côte d'Ivoire
auprès de la FAO, du FIDA
et du PAM
Rome

DOMINICAN REPUBLIC

Maria Fernanda ORTEGA GÁMEZ
Ministra Consejera
Misión Permanente de la
República Dominicana ante los
Organismos de las Naciones Unidas
en Roma
Roma

HAITI

Sherlo ANTOINE
Ministre Conseiller
Représentant permanent Adjoint
auprès de la FAO, du FIDA et du PAM
Rome

Ewald Jeune JOSEPH
Conseiller
Représentant permanent suppléant
Ambassade de la République
d'Haïti
Rome

³ Pursuant to Observer status as per Rules of Procedure of the Executive Board (Rule 8 – footnote 3).

IRELAND

Conor FAGAN
Second Secretary
Alternate Permanent Representative
of Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
in Rome
Rome

Matthew CROSS
Policy Officer
Alternate Permanent Representative
of Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

LUXEMBOURG

Dominique CHEVOLET
Conseiller
Représentant permanent adjoint
du Grand-Duché de Luxembourg
auprès de la FAO, du PAM et du FIDA
Ambassade du Grand-Duché
de Luxembourg
Rome

Sophie FOLMER
Conseillère
Ambassade du Grand-Duché
de Luxembourg
Rome

Sam ZAWALSKY
Stagiaire
Ambassade du Grand-Duché
de Luxembourg
Rome

PANAMA

Katherine BERNAL
Ministerio de Relaciones Exteriores
de la República de Panamá
Panamá

SOUTH AFRICA

Jemina Kokotsi MOENG
Minister (Agriculture Attaché)
Alternate Permanent Representative
Embassy of South Africa
Rome

Teddy CEKE
Counsellor (Political)
Alternate Permanent Representative
Embassy of South Africa
Rome

SUDAN

Eiman Musa Ahmed FADUL
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Republic of the Sudan
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

Ibcar ABDOU ELJABER ABDEEN MOHAMED
Agricultural Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Republic of the Sudan to
the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

THAILAND

Saranya NORKAEW
Counsellor (Agriculture)
Deputy Permanent Representative of
the Kingdom of Thailand to FAO
Rome

Napat PRASERTSUVAN
First Secretary (Agriculture)
Alternate Permanent Representative of
the Kingdom of Thailand to the
United Nations Food and Agriculture
Agencies in Rome
Rome

Federica VESCHI
Assistant
Office of Agricultural Affairs
Royal Thai Embassy
Rome

EUROPEAN UNION (EU)

Martin SELMAYR
Ambassadeur
Représentant permanent de l'Union
européenne
auprès du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte
et les organisations des Nations Unies
à Rome
Rome

Blaga POPOVA
Représentante permanente adjointe
Union européenne
Conseillère
Délégation de l'Union européenne
Rome

Ioulia DROSSINO
Première Secrétaire
Délégation de l'Union européenne auprès
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte, de
les organisations des Nations Unies
à Rome et de la République de Saint-Marin
Rome

INDIGENOUS PEOPLES' REPRESENTATIVES

Roberto Ricardo CAMPOS QUEZADA
IPFI Steering Committee Member
for Latin America and the Caribbean



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Cent quarante-septième session
Rome, 22 avril 2026

Ordre du jour provisoire

Cote du document: EB 2026/147/R.1/Rev.2

Point de l'ordre du jour: 2

Date: 14 avril 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

Questions techniques:

Claudia ten Have

Secrétaire du FIDA
Bureau de la Secrétaire
courriel: c.tenhav@ifad.org

Deirdre Mc Grenra

Cheffe du Service de la gouvernance et des
relations avec les États membres
Bureau de la Secrétaire
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Les documents relatifs à la réunion sont disponibles sur cette [page](#). En cas de questions sur la documentation, veuillez vous adresser à gms@ifad.org.

Fonds international de développement agricole – www.ifad.org

Ordre du jour provisoire de la cent quarante-septième session du Conseil d'administration

Renseignements à l'usage des représentantes et représentants au Conseil d'administration

1. La cent quarante-septième session du Conseil d'administration se tiendra le mercredi 22 avril au siège du FIDA, 44, Via Paolo di Dono, à Rome, dans la salle de conférences Italie. La session aura lieu de 10 heures à 17 h 30, avec une pause déjeuner de 13 heures à 14 h 30. Chaque délégation disposera d'un siège à la table de conférence et d'un autre, placé derrière celui-ci, où prendront respectivement place la représentante ou le représentant au Conseil d'administration et sa conseillère ou son conseiller. Les représentantes et représentants ne siégeant pas en plénière pourront suivre les débats depuis la salle Ovale. Ils pourront aussi suivre les débats à distance sur la plateforme de visioconférence Zoom.
2. Pour faciliter le bon déroulement de la session, il a été décidé que les points de l'ordre du jour seraient regroupés comme suit:
 - I. Points pour examen en séance
 - II. Points mis en ligne pour information
3. Par souci de clarté, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil d'administration figure à côté de chaque point de l'ordre du jour, à savoir:
[A] = pour approbation; **[E]** = pour examen; **[I]** = pour information;
[C] = pour confirmation.

Points pour examen en séance (section I)

4. Les points dont l'examen est prévu en séance sont énumérés à la section I, y compris les points soumis à la procédure d'approbation en bloc. Au début de la session et après l'adoption de l'ordre du jour, le président du Conseil d'administration demandera l'approbation ou la confirmation en bloc de ces points. Tout point pourra faire l'objet d'un examen en séance si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (gms@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Points présentés pour information (section II)

5. Les documents soumis pour information sont uniquement examinés en séance si la direction l'estime nécessaire ou si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (gms@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Programme de travail de la session

6. L'ordre du jour ne suit pas nécessairement l'ordre dans lequel les documents seront examinés. Un programme de travail sera mis en ligne avant la session sur le site Web du FIDA et sur la plateforme interactive réservée aux États membres; on y trouvera l'horaire et l'ordre des débats.
7. Ce programme de travail ne comprendra que les points à examiner en séance.

Ordre du jour provisoire

Points pour examen en séance

1. **Ouverture de la session**
2. **Adoption de l'ordre du jour (EB 2026/147/R.1/Rev.2) [A]**
3. **Points soumis à la procédure d'approbation en bloc**

<ol style="list-style-type: none"> a) Questions opérationnelles [A] <ol style="list-style-type: none"> ii. Proposition de don au secteur privé présentée au Conseil d'administration pour examen <ol style="list-style-type: none"> a. Proposition de don au titre du guichet dons au secteur privé en faveur de PEBCo-BETHESDA Plc pour une microfinance inclusive tendant à renforcer les moyens de subsistance et leur résilience (EB 2026/147/R.2) b) Opérations non souveraines dans le secteur privé [A] <ol style="list-style-type: none"> i. Acumen Climate Action Pakistan: promouvoir les petites et moyennes entreprises agricoles résilientes au climat (EB 2026/147/R.3 + Add.1) c) Questions financières [A] <ol style="list-style-type: none"> i. États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2025 (EB 2026/147/R.4) d) Questions de gouvernance [A] <ol style="list-style-type: none"> i. Mémoire d'accord entre le FIDA et trois instituts français de recherche: CIRAD, INRAE et IRD (EB 2026/147/R.5)

4. **Débat stratégique avec le Président du FIDA – La collaboration du FIDA avec le secteur privé: retours d'expérience et perspectives d'avenir (EB 2026/147/R.6) [E]**
5. **Questions institutionnelles [I]**
 - a) Déclaration de l'Association du personnel du FIDA
6. **Questions opérationnelles [E]**
 - a) Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP)
 - i. Amérique latine et Caraïbes
 - a. Mexique (EB 2026/OR/1 + Add.1)
7. **Questions d'évaluation**
 - a) Évaluation au niveau de l'institution de la performance institutionnelle et opérationnelle lors de FIDA11 et FIDA12 (EB 2026/147/R.7 + Add.1) [E]
 - b) Évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) [E]
 - i. Amérique latine et Caraïbes
 - a. Mexique (EB 2026/OR/2)
 - c) Informations actualisées sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA [I]
8. **Questions financières [A]**
 - a) Cadre pilote relatif aux garanties partielles de crédit (EB 2026/147/R.8)

9. Questions de gouvernance [A]

- a) Procédure simplifiée d'approbation des mémorandums d'accord et autres accords analogues (EB 2026/147/R.9)

10. Questions diverses

Points présentés pour information

11. Rapports des organes subsidiaires

- a) Procès-verbal de la cent trente-deuxième session du Comité de l'évaluation (EB 2026/147/R.10)
- b) Procès-verbal de la cent quatre-vingtième réunion du Comité d'audit (EB 2026/147/R.11)

12. Rapport sur le lancement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2026/147/R.12)

13. Rapport sur les questions opérationnelles examinées à la consultation du Conseil d'administration (EB 2026/147/R.13)

14. Rapport sur la visite de pays 2025 du Conseil d'administration du FIDA en République du Pérou (EB 2026/147/R.14)

15. Rapport annuel 2025 sur les activités du Bureau de l'audit et de la surveillance (EB 2026/147/R.15)

16. Rapport annuel sur les activités du Bureau de la déontologie du FIDA en 2025 (EB 2026/147/R.16)

17. Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2025 (EB 2026/147/R.17)

18. Rapport d'information relatif à la durabilité pour 2025 (EB 2026/147/R.18)

19. Accord de coopération entre le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement et le FIDA (EB 2026/147/R.19)

20. Avant-projet d'ordres du jour provisoires des cent quarante-huitième et cent quarante-neuvième sessions du Conseil d'administration (EB 2026/147/R.20)

Notes d'information

D'autres documents soumis pour information ont été mis en ligne sur la [plateforme interactive réservée aux États membres](#).

Ordre du jour provisoire annoté

Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session

2. Adoption de l'ordre du jour [A]

L'ordre du jour provisoire figure dans le présent document.

3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A]

À sa cent trente-huitième session, le Conseil d'administration a approuvé l'application à titre expérimental d'une procédure permettant de lui présenter certains documents en bloc. À sa cent quarante-deuxième session, il en a reconduit l'usage en session, à titre permanent cette fois. Les documents ci-après sont soumis à son attention au titre de ladite procédure.

a) Questions opérationnelles [A]

- i. Proposition de don au secteur privé présentée au Conseil d'administration pour examen

- a. **Proposition de don au titre du guichet dons au secteur privé en faveur de PEBCo-BETHESDA Plc pour une microfinance inclusive tendant à renforcer les moyens de subsistance et leur résilience**

Le document présentera une proposition de financement supplémentaire sous la forme d'un don, au titre de l'assistance technique, à PEBCo-BETHESDA en République du Bénin, lequel viendra compléter le prêt de 3 millions d'EUR au titre de l'opération non souveraine du FIDA. Le don est apporté par le Programme d'investissement en faveur de la résilience des moyens d'existence et de la bonne santé des sols dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, qui est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le FIDA. Le don a pour but de renforcer les systèmes en matière d'environnement, de société et de gouvernance, ainsi que ceux liés aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique; d'appuyer la dématérialisation des processus de crédit; et d'améliorer le contrôle, le suivi-évaluation et la communication de l'information dans le cadre du système informatisé de gestion pour étendre la portée des services financiers inclusifs en milieu rural aux femmes, aux hommes et aux jeunes en situation de pauvreté dans les zones rurales et périurbaines.

b) Opérations non souveraines dans le secteur privé [A]

- i. **Acumen Climate Action Pakistan: promouvoir les petites et moyennes entreprises agricoles résilientes au climat**

Le document présentera une proposition visant à financer, au titre du Fonds fiduciaire pour le secteur privé, une nouvelle opération non souveraine consistant en une prise de participation dans Acumen Climate Action Pakistan (ACAP). L'objectif du projet est d'accroître la résilience climatique au sein du secteur agricole pakistanais, en mettant l'accent sur les petits exploitants. ACAP investira dans des entreprises agricoles en début ou en phase de croissance, dotées de modèles d'activité modulables et climato-résilients, qui intègrent les petits exploitants dans des filières productives et durables.

c) Questions financières [A]**i. États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2025**

L'article XII du Règlement financier du FIDA prévoit que les états financiers audités du Fonds sont soumis au Conseil d'administration pour approbation à sa première session de l'année. En conséquence, les états financiers du FIDA pour 2025, le rapport du commissaire aux comptes et l'attestation indépendante du commissaire aux comptes sur le contrôle interne de l'information financière, accompagnés d'une déclaration de la direction, seront présentés au Conseil d'administration pour examen et approbation, puis seront soumis à la cinquantième session du Conseil des gouverneurs pour information. En application de la section 11 de l'article 6 de l'Accord portant création du FIDA, les états financiers seront inclus dans le Rapport annuel 2025 du FIDA.

d) Questions de gouvernance [A]**i. Mémoire d'accord entre le FIDA et trois instituts français de recherche: CIRAD, INRAE et IRD**

Le document présente une demande visant à autoriser le Président à négocier et à conclure un Mémoire d'accord entre le FIDA et les instituts français de recherche suivants: le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD); l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE); l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – La collaboration du FIDA avec le secteur privé: retours d'expérience et perspectives d'avenir [E]

Dans le contexte du lancement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA14), ce document vise à encourager un débat stratégique sur les moyens innovants de renforcer le partenariat avec le secteur privé et d'utiliser le financement du développement pour favoriser des synergies entre les investissements des secteurs public et privé dans le secteur rural, conformément à la Stratégie du FIDA relative aux opérations avec le secteur privé et à la Stratégie d'investissement du FIDA concernant les opérations non souveraines. Le document passe en revue l'expérience du FIDA en matière de collaboration avec le secteur privé, et définit des domaines dans lesquels le Fonds propose de renforcer ses activités à l'avenir, dans le cadre de ces stratégies.

5. Questions institutionnelles [I]**a) Déclaration de l'Association du personnel du FIDA**

Comme convenu à la cent trente-quatrième session du Conseil d'administration, le Comité exécutif de l'Association du personnel du FIDA présentera au Conseil d'administration une déclaration sur les questions intéressant le personnel.

6. Questions opérationnelles [E]**a) Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP)****i. Amérique latine et Caraïbes****a. Mexique**

Comme l'ont demandé plusieurs membres du Conseil d'administration à la cent quarante-deuxième session, les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) qui

concernent des pays ayant dépassé le seuil de revenu déclenchant un examen de reclassement pendant trois années consécutives, ce qui est le cas du Mexique, seront examinés en séance officielle par le Conseil d'administration. Conformément à la proposition soumise par le Conseil d'administration à sa cent huitième session, les COSOP pour lesquels une évaluation de la stratégie et du programme de pays est également présentée seront accompagnés d'un additif contenant une brève note du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA.

7. Questions d'évaluation

a) **Évaluation au niveau de l'institution de la performance institutionnelle et opérationnelle lors de FIDA11 et FIDA12 [E]**

L'évaluation au niveau de l'institution de la performance institutionnelle et opérationnelle lors de FIDA11 et FIDA12 s'intéresse à la pertinence, à la cohérence, à l'efficacité et à l'efficience des changements intervenus dans le modèle opérationnel du FIDA par suite des engagements pris au titre des reconstitutions des ressources et des cibles fixées dans le cadre des Onzième et Douzième reconstitutions des ressources du FIDA. Le rapport présente les constatations et les recommandations formulées à l'issue de l'évaluation, assorties d'un additif contenant la réponse de la direction du FIDA, également soumis à l'attention du Conseil.

b) **Évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) [E]**

i. Amérique latine et Caraïbes

a. Mexique

Le Conseil d'administration sera appelé à examiner l'évaluation de la stratégie et du programme de pays pour le Mexique.

c) **Informations actualisées sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA [I]**

Des informations actualisées seront fournies sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA.

8. Questions financières [A]

a) **Cadre pilote relatif aux garanties partielles de crédit**

Ce document présentera le contexte et la justification de l'instrument de garantie partielle de crédit, et proposera un ensemble de principes provisoires et de modalités opérationnelles qui guideront la mise en œuvre des garanties partielles de crédit durant la phase pilote. Le Cadre pilote couvrira les années restantes du cycle de FIDA13 et les 18 premiers mois de FIDA14, jusqu'à fin juin 2029.

9. Questions de gouvernance [A]

a) **Procédure simplifiée d'approbation des mémorandums d'accord et autres accords analogues**

Ce document présentera une proposition de procédure simplifiée d'approbation des mémorandums d'accord et autres accords analogues qui n'impliquent aucun engagement juridique ou financier, laquelle visera à apporter une agilité qui permettra de saisir des possibilités offertes tout en préservant le rôle de supervision du Conseil d'administration.

10. Questions diverses